

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICES DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**Accord-cadre de location et maintenance de matériels de  
production monochrome et polychrome pour le pôle PAO et  
reprographie de la Sorbonne Nouvelle.**

**Lot n°1 : location et maintenance de deux copieurs  
monochromes**

**Lot n°2 : location et maintenance d'un copieur polychrome**

*CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES*

Reference de la consultation : USN REPRO

*Le présent accord cadre à bon de commande est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L 2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R2124-2, R2161-1 à 5, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 formant Code de la commande publique.*

*Le présent document comprend quinze (15) pages numérotées de 1 à 15*

## Contenu

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....	4
ARTICLE 2 : REGLEMENTATION .....	4
2.1 : REGLEMENTATION .....	4
2.2 : PROCEDURE APPLICABLE .....	4
ARTICLE 3 : OBJET .....	4
3.1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE .....	4
3.2 : DECOMPOSITION EN LOT .....	5
3.3 : TRANCHES OPTIONNELLES .....	5
3.4 : VARIANTES .....	5
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES .....	5
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'accord cadre .....	6
ARTICLE 6 : montant de l'ACCORD CADRE .....	6
ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE .....	6
ARTICLE 8 : Groupement .....	7
ARTICLE 9 : CORRESPONDANT – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ .....	7
9.1 : DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT .....	7
9.2 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	8
9.2.1 confidentialité .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.2.2 Protection des données à caractère personnel .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
ARTICLE 10 : LIEU D'IMPLANTATION DES EQUIPEMENTS – ACCES AUX LOCAUX .....	8
10.1 : IMPLANTATION .....	8
10.2 : ACCES AUX LOCAUX. ....	8
10.3 : AMENAGEMENT ET STOCKAGE DANS LES LOCAUX. ....	8
ARTICLE 11 : PENALITES communes aux deux lots .....	9
ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES .....	9
12.1 : Prix .....	9
12.2 : Révision des prix .....	10
12.2.1 : Concernant la part location forfaitaire .....	10
12.2.2 Concernant la part maintenance .....	10
ARTICLE 13 : Émission des bons de commande .....	10
ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT .....	11
14.1 Avances et Acomptes .....	11
14.2 : TAXES .....	11
14.3 Modalités de paiement .....	11
14.4 Facturation .....	12
14.5 Mode et délai de paiement .....	13
ARTICLE 15 : RESILIATION .....	13

ARTICLE 16 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES .....	13
16.1 : RESPONSABILITE .....	13
16.2 : ASSURANCES .....	14
ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....	14
ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARTICLES D 8222-5 et D 8222-7 DU CODE DU TRAVAIL .....	14
ARTICLE 19 : CHANGEMENT DE SITUATION D'UN TITULAIRE .....	15
ARTICLE 20 : LITIGES.....	15
ARTICLE 21 : LANGUE.....	15
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC .....	15

## **ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- D'une part, l'Université Sorbonne Nouvelle dont le siège est situé au : 17 rue de la Sorbonne 75005 PARIS, désigné dans le marché par l'expression « Pouvoir adjudicateur » ou « l'Université » ou « USN ». Le pouvoir adjudicateur est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Président.
- D'autre part, l'entreprise titulaire de chacun des lots du marché, est désignée dans le marché par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

## **ARTICLE 2 : REGLEMENTATION**

### **2.1 : REGLEMENTATION**

L'accord cadre est passé par l'Université Sorbonne Nouvelle conformément aux dispositions de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 formant Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G.– T.I.C) (Arrêté du 30 mars 2021).

### **2.2 : PROCEDURE APPLICABLE**

Le présent accord cadre à bon de commande est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L 2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R2124-2, R2161-1 à 5, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 formant Code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 : OBJET**

### **3.1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixe les conditions dans lesquelles le pouvoir adjudicateur entend passer pour l'exécution des prestations suivantes :

- d'une part, la mise à disposition et la maintenance d'équipements, neufs, d'impression et de reproduction, de technologie récente, compatibles avec son environnement informatique, et comprenant la fourniture de tous les consommables, sauf le papier,
- la livraison franco de port des équipements, neufs d'impression et de reproduction de en fonction des besoins exprimés par l'Université.
- Il est précisé que le Titulaire doit obligatoirement proposer des équipements neufs
- l'installation des équipements, et l'évacuation des emballages,
- connexion au réseau informatique de l'Université,
- la fourniture de tous les consommables (toners, cartouches, agrafes, tambours, pièces) à l'exception du papier,
- la maintenance préventive et curative des équipements sur site,

- le déplacement des équipements au cours de l'accord-cadre sur simple demande, d'un site à l'autre ou au sein d'un même bâtiment,
- l'enlèvement des équipements à la fin de l'accord-cadre.

Le cahier des clauses administratives particulières a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties, qui les ont acceptées, pour l'exécution de l'accord-cadre. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

Les prestations à exécuter sont soumises à une obligation de résultat.

### **3.2: DECOMPOSITION EN LOT**

Le présent accord cadre est alloti. Il comporte les deux lots suivants :

- **Lot 1 : location et maintenance de deux copieurs monochromes**
- **Lot 2 : location et maintenance d'un copieur polychrome**

### **3.3: TRANCHES OPTIONNELLES**

Le lot n°2 comporte deux (2) tranches optionnelles (TO1 et TO2) décrites dans le CCTP du présent accord cadre.

### **3.4: VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées

## **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (référéncé AE – USN REPRO) et les 3 annexes techniques et financière propres à chacun des lots, complétées et datées par le titulaire et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Seul l'exemplaire original de l'acte d'engagement conservé par l'Université fait foi.
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P – USN REPRO), dont seul l'exemplaire conservé par l'Université fait foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P – USN REPRO) commun aux deux lots et son annexe (plan atelier repro), dont seul l'exemplaire conservé par l'Université fait foi,
- Les avenant, actes spéciaux passés ultérieurement,
- L'offre du titulaire de chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G. – T.I.C),
- Les normes homologuées et les règlements français ou équivalents UE reconnus applicables aux prestations objets de l'accord cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## **ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE**

L'accord cadre prend effet à compter de la date de notification de chacun des lots. La durée de chacun des lots de l'accord cadre est ferme pour 5 ans (60 mois) à compter de la mise en ordre de marche des matériels.

Conformément à l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique, la durée du présent accord-cadre est fixée à cinq (5) ans, soit une durée supérieure à la durée maximale de quatre ans habituellement prévue pour les marchés publics.

Cette dérogation se justifie par la nécessité d'assurer une cohérence avec la durée d'amortissement des matériels par le bailleur. La durée de l'accord-cadre a été déterminée afin de garantir la meilleure proposition financière possible.

Cette durée est donc proportionnée à l'objet du présent accord-cadre et répond à une nécessité objective liée à la nature spécifique de la prestation attendue.

Les délais du présent marché sont calendaires conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-T.I.C

## **ARTICLE 6 : MONTANT DE L'ACCORD CADRE**

L'accord cadre est mono-attributaire pour chacun des lots et comporte des montant maximum établis pour toute sa durée

**Lot 1 - montant maximum : 185.000€ HT**

**Lot 2 - montant maximum : 185.000€ HT**

Sur la durée du précédent marché, les commandes s'établissent à environ 120.000€ HT sur 4 ans pour la lot 1 et environ 90.000€ HT sur 4 ans pour le lot 2.

## **ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE**

Il est rappelé au candidat que la sous-traitance totale des prestations est exclue.

Conformément aux articles L2193-1 à 7 et des articles R2193-1 à 21 du Code de la commande publique les titulaires d'un accord cadre public peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties de leur accord cadre à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, les titulaires demeurent personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En cas de recours à la sous-traitance, les titulaires indiqueront dans l'acte d'engagement et le formulaire DC4 la nature des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Les candidats pourront également proposer l'intervention d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Les candidats devront également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros T.T.C.

Dans cette hypothèse, chaque sous-traitant doit être accepté et agréé par le pouvoir adjudicateur, ainsi que ses modalités de son paiement dans le cadre d'un acte spécial de sous-traitance (DC4). En tout état de cause, les Titulaires restent responsables de toutes les obligations résultant de l'accord cadre y compris celles qui sont sous-traitées.

Conformément aux articles L2193-1 à 7 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R2193-1 à 21 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, les candidats peuvent demander, pour justifier de leurs capacités techniques et professionnelles, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, ils doivent justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de l'accord cadre. A ce titre les candidats produiront le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

## **ARTICLE 8 : GROUPEMENT**

Le titulaire du présent accord cadre peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 : CORRESPONDANT – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

### **9.1 : DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT**

Le titulaire de chaque lot devra préciser dans son offre le nom du correspondant commercial et du service maintenance et hot line avec ses coordonnées téléphoniques et adresse électronique, ainsi que le lieu et le numéro de téléphone (lignes directes ou semi-directes) où le personnel de l'entreprise titulaire pourra être appelé, à tout moment, pour répondre à la demande d'intervention de l'Université.

Le correspondant technique du Titulaire de chaque lot est le responsable du bon déroulement de l'accord-cadre. Il est le représentant du titulaire auprès de l'Université. Le titulaire s'engage à garder le même correspondant commercial pendant la durée de l'accord-cadre, sauf empêchement majeur : démission, maladie, etc....

En cas de changement de correspondant commercial, le titulaire de chacun des lots s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction et soit sans incidence sur les prix de l'accord-cadre. Le titulaire du lot informe, par lettre, le pouvoir adjudicateur de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom et les coordonnées du remplaçant.

Le pouvoir adjudicateur désigne au titulaire de chaque lot, dans les mêmes conditions, son représentant qualifié qui est le correspondant commercial du titulaire.

Il est expressément entendu que les personnels des titulaires demeurent à tous les égards les salariés de ces derniers (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

## **9.2 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire de chacun des lots se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales à ces sujets ainsi que toute remise de documents à des tiers, personnes morales ou physiques, sans l'accord express de l'Université.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir comme confidentielles les informations signalées comme telles par le Titulaire de chaque lot, qu'il recevrait de celui - ci.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate d'un des lots de l'accord-cadre sans indemnité en faveur du titulaire du lot concerné en cas de violation des prescriptions du présent article.

## **ARTICLE 10 : LIEU D'IMPLANTATION DES EQUIPEMENTS – ACCES AUX LOCAUX**

### **10.1 : IMPLANTATION**

Le titulaire de chacun des lots s'engage à assurer les prestations dans les conditions prévues dans les pièces particulières de l'accord cadre en tout lieu qui serait désigné en cours d'exécution de l'accord cadre.

Les matériels des deux lots du présent accord cadre seront livrés et installés sur le Campus NATION de l'Université :

Université Sorbonne Nouvelle  
Campus NATION - Bât. C – 3<sup>e</sup> étage  
8, avenue de Saint-Mandé 75012 Paris

### **10.2 : ACCES AUX LOCAUX.**

Le Titulaire de chaque lot et ses préposés auront accès aux locaux de l'Université Sorbonne Nouvelle, suivant les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur (contrôle d'accès, port de badges, laissez-passer, etc.).

Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels d'un titulaire. Chaque titulaire s'engage à maintenir en état de propreté la partie des locaux dans lesquels il est amené à intervenir. Il respectera également les règles de sécurité en vigueur.

Chaque Titulaire devra informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes générales et particulières de sécurité propres au site d'intervention qui lui seront communiquées par la personne habilitée sur le site et contrôler que ces consignes soient parfaitement connues de l'intéressé.

### **10.3 : AMENAGEMENT ET STOCKAGE DANS LES LOCAUX.**

Les locaux seront aménagés conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAG-TIC. En cas de nécessité de stockage de pièces ou de matériel de rechange, le titulaire doit obtenir l'accord préalable



du pouvoir adjudicateur. En ce cas, celui-ci ne saurait être tenu responsable des éventuelles détériorations du matériel stocké.

## ARTICLE 11 : PENALITES COMMUNES AUX DEUX LOTS

Il pourra être fait application, sauf cas de force majeure, des pénalités visées ci-après après mise en demeure préalable, en cas de non-conformité technique des équipements livrés ou de carence d'exécution dans les prestations par le Titulaire de chaque ou lorsque ce dernier ne respecte pas les délais fixés aux CCAP et CCTP, à savoir :

- retard de livraison d'un équipement, quel que soit le cas de figure :
  - en cas de non-respect du calendrier de réalisation des prestations de l'offre du candidat de chaque lot contractualisé par la notification
  - au-delà des délais prévus dans les pièces contractuelles pour le remplacement d'une machine hors d'état de marche,

*Pénalité encourue = 150 € par équipement concerné et par jour de retard.*

- retard de livraison des consommables, au-delà du délai fixé dans les pièces particulières de la consultation :

*Pénalité encourue = forfait de 50 € par jour de retard, quelle que soit la quantité de consommables concernée.*

- retard de diagnostic des pannes/dysfonctionnements et de remise en état de fonctionnement :

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encoure les pénalités ci-après, sans mise en demeure :

Manquements	Montant
1er manquement	<b>75 €</b> de pénalités appliquées
2ème manquement au cours du même mois	<b>150 €</b> de pénalités appliquées
3ème manquement au cours du même mois	<b>250 €</b> de pénalités appliquées
Au-delà	<b>350 €</b> par manquement

## ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

### 12.1 : Prix

Les prix de chaque lot sont comportent une part fixe forfaitaire pour la location et une part variable (prix unitaires) pour la part maintenance établis en euros HT et TTC aux conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ils sont libellés en euros. Ils sont réputés comporter toutes les dépenses, sujétions, charges fiscales et parafiscales en vigueur.

Le Titulaire de chacun des lots est rémunéré pour l'ensemble de ses prestations (livraison, installation, mise en service, formation des équipes techniques, connexions réseau, maintenance des appareils y

compris la fourniture de leurs consommables (à l'exclusion du papier), la main d'œuvre, les frais de déplacement, les pièces détachées, moyennant le paiement **d'un coût/page pour les impressions/copies indiqué à l'acte d'engagement pour les matériels proposés (obligatoire).**

## **12.2. : Révision des prix**

### **12.2.1 : Concernant la part location forfaitaire**

Les prix sont fermes sur toute la durée de l'accord-cadre

### **12.2.2 Concernant la part maintenance**

Les prix relatifs à la part maintenance pourront être révisés annuellement, à date anniversaire de la notification, par application de la formule suivante :

$$PR = PO \times [0,15 + (0,85 (0,75 \times \frac{ICHT-IME_r}{ICHT-IME_o}) + (0,25 \times \frac{FSD1_r}{FSD1_o}))]$$

Dans laquelle :

PR = prix révisé

PO = prix d'origine.

ICHT o = Indice du coût horaire du travail révisé « Industries Mécaniques et Electriques », valeur pour le mois d'établissement des prix (mois de remise des offres).

ICHT r = même indice, dernière valeur connue au moment de la révision.

FSD1 r = indice « Frais et services divers - série D », valeur pour le mois d'établissement des prix (mois de remise des offres).

FSD1 o = même indice, dernière valeur connue au moment de la révision.

Le titulaire fait parvenir sa demande de révision avec un mois de préavis au pouvoir adjudicateur. A l'appui de sa demande, le titulaire fournit à chaque révision une annexe financière actualisée.

## **ARTICLE 13 : ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le bon de commande doit comporter les éléments suivants :

- N° de commande (= n° d'engagement juridique, à rappeler sur la facture),
- **Référence de l'accord-cadre : USN-REPRO,**
- **Numéro du lot concerné de l'accord-cadre :**

**2025- 026-001 pour le lot n°1**

**2025-026-002 pour le lot n°2**

- L'identification de l'USN et son adresse,
- L'identification du fournisseur et son adresse,
- N° de SIRET et n° de TVA du titulaire,
- La désignation détaillée des prestations demandées,
- La durée d'exécution des prestations demandées,
- Le montant H.T. et T.T.C. de la commande,
- Le taux de TVA applicable,
- L'adresse de facturation (si elle diffère de l'adresse de livraison),

- La signature du responsable du service prescripteur.

Les prestations prises en charge par le pouvoir adjudicateur, et ouvrant droit à la facturation par le titulaire sont celles figurant expressément sur le bon de commande.

Par dérogation au 3.7 du CCAG-TIC, le bon de commande est adressé par courriel au titulaire. A cet effet, il appartient à ce dernier de communiquer expressément au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique du/des destinataire(s).

Lorsque l'administration, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, décide de faire effectuer des modifications de contenu des prestations, elle adresse à ce dernier une modification du bon de commande. Le titulaire se conforme, alors, aux modifications qui lui sont notifiées.

Les bons de commande sont obligatoirement signés par le Pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu sa délégation de signature.

## **ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **14.1 AVANCES ET ACOMPTES**

Sans objet

### **14.2 : TAXES**

Les paiements sont soumis à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable en l'espèce et au taux en vigueur.

### **14.3 MODALITES DE PAIEMENT**

Le pouvoir adjudicateur contractant se libère des sommes dues en exécution de chacun des lots du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité bancaire complet.

L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à faire à celui-ci.

#### **Les factures doivent impérativement comporter les éléments suivants :**

- ✓ L'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- ✓ Les noms et adresses du titulaire ;
- ✓ Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement et son RIB ainsi que les numéros d'IBAN et de BIC ;
- ✓ La date et référence de la facture
- ✓ **Référence de la consultation : USN – REPRO**
- ✓ **Référence de l'accord-cadre : USN-REPRO,**

✓ Numéro du lot concerné de l'accord-cadre :

**2025- 026-001 pour le lot n°1**

**2025-026-002 pour le lot n°2**

✓ Le numéro du bon de commande concerné par la facture

✓ La nature des prestations réalisées (détail de la décomposition – loyer – coût copie unitaire – nb de copies) ;

✓ Le montant H.T. des prestations réalisées ;

✓ Le taux et le montant de la TVA ;

✓ Le montant total des prestations réalisées ;

✓ La date et la signature.

La présentation de facture ne respectant pas les dispositions du présent C.C.A.P. se verra rejeter et entraînera l'interruption de son délai global de paiement.

#### **14.4 FACTURATION**

La forme des factures doit respecter impérativement les indications suivantes :

*Exemplaire **original** numérique transmis via le portail CHORUS PRO :*

Code structure : **19751719600014**

Code service :

**Il est rappelé qu'en cas de non-respect de ces circuits de paiement :**

- la mise en paiement ne peut intervenir,
- la facture sera refusée comme non-conforme,
- aucune pénalité de retard n'est due.

Une même facture ne pourra correspondre à plusieurs bons de commande.

Les factures seront communiquées pour chaque bon de commande à la signature conjointe de PV de réception.

Pour les groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. En cas de groupement conjoint d'un bailleur et d'un mainteneur, le paiement peut s'effectuer via deux facturation et donc deux comptes différents s'appuyant sur deux bons de commandes différents.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui n'est pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui sera retournée ; le délai global de paiement étant alors interrompu.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G.-TIC

## **14.5 MODE ET DELAI DE PAIEMENT**

Conformément aux Articles R2192-10 et R2192-12 à R2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte du Titulaire concerné, des sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réception des fournitures valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire concerné.

Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le Titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

## **ARTICLE 15 : RESILIATION**

Dans le cas où le Titulaire d'un des lots ne respecterait pas ses obligations, le lot concerné du présent accord cadre pourra être résilié de plein droit si le titulaire n'apportait pas remède à son manquement dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec A.R, restée sans effet.

Le marché pourra être aussi résilié dans les conditions prévues aux articles 39 à 44 du CCAG-TIC.

## **ARTICLE 16 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

### **16.1 : RESPONSABILITE**

Le Titulaire de chaque lot assume la responsabilité de l'exécution des prestations à ses frais et risques. En conséquence, le Titulaire de chaque lot est responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que ses préposés et lui-même pourraient causer aux personnes et aux biens dans le cadre de leurs activités.

Pendant le transport, la mise en ordre de marche et pendant toute la période où les matériels sont à la disposition du pouvoir adjudicateur, dans ses locaux, le titulaire du lot dégage celui-ci, sauf faute lourde de sa part, de toute responsabilité en raison des dommages subis.

Le titulaire du lot doit garantir également le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans les matériels qu'il fournit ou les agissements de préposés et affectant les locaux où sont exploités ces matériels y compris le recours des voisins.

## **16.2 : ASSURANCES**

Le Titulaire de chacun des lots de l'accord-cadre doit être couvert auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue par un ou des contrats d'assurances en cours de validité le garantissant lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite de la prestation ou par les modalités de son exécution.

## **ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

Les créances, nées de l'exécution de chacun des lots du présent accord cadre peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique.

La notification devra être adressée à l'Agent Comptable du pouvoir adjudicateur, selon les modalités et formes fixées aux articles R2191-54 à 58 du code de la commande publique.

La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou des états d'avances ainsi que des acomptes mis en paiement incombe au Pouvoir Adjudicateur.

## **ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ARTICLES D 8222-5 ET D 8222-7 DU CODE DU TRAVAIL**

Conformément aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le Titulaire de chaque lot s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, jusqu'à son terme :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois,
- La copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites et/ou l'état annuel des certificats reçus.

Lorsque l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- Une carte d'identification de l'inscription au répertoire des métiers,
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Il devra produire également tous les six mois, en application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française et adressé aux services des achats et de la commande publique de l'USN.

## **ARTICLE 19 : CHANGEMENT DE SITUATION D'UN TITULAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire d'un des lots, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

De même, le Titulaire du lot concerné est tenu de notifier immédiatement au Pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent : aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait Kbis ou du répertoire des métiers.

## **ARTICLE 20 : LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent accord cadre et qui ne pourraient pas être résolus de façon amiable entre elles, sont de la compétence exclusive du Tribunal administratif de PARIS (7, rue de Jouy - 75004 PARIS - tél : 01.44.59.44.00 - fax : 01.44.59.46.46), même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs ; la loi française sera applicable.

## **ARTICLE 21 : LANGUE**

La documentation technique et les correspondances relatives aux lots de l'accord cadre sont émises en Français.

## **ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC**

L'article 11 du présent CCAP, déroge à l'article 14 du CCAG-TIC (pénalités).